

Pour des voies de migrations légales et sûres

DAVID MÉNDEZ YÉPEZ

Economiste, musicien et membre du Groupe du Vendredi, plateforme politique de jeunes d'horizons divers soutenue par la Fondation Roi Baudouin, [@Friday_Group](http://www.groupe-du-vendredi.be)

20.000. C'est le nombre de nuitées que la plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés a rendu possible depuis le mois d'août 2017. 20.000 fois. C'est le nombre de fois que les portes de particuliers se sont ouvertes, pour permettre aux migrants du parc Maximilien de ne pas dormir dehors et de les protéger des contrôles policiers.

Tous les jours, des milliers de citoyens européens témoignent leur solidarité envers les personnes migrantes. Que ce soit sur les routes et aux frontières, aux larges de la Méditerranée et dans la capitale européenne. Chaque fois que ces citoyens viennent en aide aux exilés, ils tordent le cou au repli sur soi et à la fatalité. Ils et elles sont convaincus qu'une autre politique migratoire est possible. Sont-ils généreux mais peu réalistes?

Par paresse ou ignorance, «on» oublie souvent de citer la fin de la célèbre phrase de Michel Rocard: *«Nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde, mais nous devons en prendre fidèlement notre part.»* Et il y a de bonnes raisons de douter du fait que l'Europe y prenne sa juste part.

90% des réfugiés sont accueillis dans des pays en développement, seulement 6% le sont en Europe. Cela représente à peine 0,2% de la population européenne. D'après les chiffres du Haut Commissariat pour les Réfugiés et de la Banque mondiale, les pays industrialisés membres de l'OCDE accueillent 9% des réfugiés dans le monde, alors que leurs économies représentent 68% du PIB mondial. A l'inverse, le reste du monde accueille 91% des réfugiés, pour une part de la richesse mondiale de 32%.¹

Face aux dynamiques migratoires, l'Europe fait le choix de la fermeture, un choix coûteux financièrement et humainement.

Migrants Files² estime à 13 milliards d'euros la somme dépensée par l'Union européenne pour lutter contre l'immigration irrégulière entre 2000 et 2014. Au cours de la même période, le nombre d'entrées irrégulières recensées n'a cessé d'aug-

menter.

Europe, destination la plus dangereuse

Depuis 2000, plus de 33.000 personnes ont perdu la vie en mer en tentant de traverser la Méditerranée.³ L'Organisation Internationale pour les Migrations a comparé les différentes régions traversées par d'importants mouvements migratoires. Dans son dernier rapport publié vendredi 24 novembre 2017, l'Organisation est unanime: l'Europe est de loin la destination la

plus dangereuse au monde. Par ailleurs, dans sa stratégie d'externalisation du contrôle de ses frontières, l'Union européenne soutient financièrement les garde-côtes libyens, qui refoulent les migrants vers des camps de détention. Les images de migrants vendus en tant qu'esclaves ont provoqué l'indignation de la communauté internationale et souligné l'irresponsabilité de l'Europe de déléguer la gestion de ses frontières à un pays instable comme la Libye.

Au mépris du respect des droits humains et du droit international, la politique de fermeture est souvent justifiée par l'impact négatif qu'aurait une personne migrante sur l'économie du pays d'accueil. Pourtant, selon l'OCDE, un immigré rapporte en moyenne 3.500 euros de rentrées fiscales annuelles et entraîne un impact budgétaire positif de 0,5% du PIB dans le pays d'accueil.⁴ La prospérité d'un pays n'est en effet pas un gâteau de taille figée, qu'il faudrait se partager entre un nombre croissant de personnes. Quand la population croît, la taille de l'économie peut croître également, plus que proportionnellement. Les migrants dynamisent l'économie et occupent souvent des emplois en pénurie de travailleurs dans les pays d'accueil. De plus, avec sa population vieillissante, l'UE a un besoin cruel d'immigra-

Chaque fois que des citoyens viennent en aide aux exilés, ils tordent le cou au repli sur soi et à la fatalité.

tion si elle veut maintenir un niveau de population active suffisant pour préserver son modèle économique et social.

Par ailleurs, les politiques actuelles qui poussent une partie de la population dans la clandestinité alimentent une économie souterraine et crée une main-d'œuvre exploitée et sous-payée qui fait concurrence aux travailleurs «légaux», nourrissant le repli identitaire, les tensions sociales et la peur de l'autre. «L'autre», c'est ces «étranges étrangers», pour reprendre le titre du poème de Jacques Prévert, dont cet extrait résonne particulièrement aujourd'hui:

*«Esclaves noirs de Fréjus
Tiraillés et parqués
Au bord d'une petite mer
Où peu vous vous baignez.»*

Le 13 décembre, la veille du sommet européen, des citoyens européens de tous horizons seront à Bruxelles pour défendre la justice migratoire: l'instauration de voies

sûres et légales de migration, l'arrêt immédiat des violences aux frontières ainsi que l'égalité de droit pour toutes les personnes vivant en Europe.

En matière de politique migratoire, le réalisme ne serait-il pas du côté des citoyens solidaires avec les migrants? L'irréalisme inopérant des politiques européennes, comparé au pragmatisme efficace d'une partie de la société civile, pousse à le penser.

¹ <https://wol.iza.org/uploads/articles/244/pdfs/can-market-mechanisms-solve-refugee-crisis.pdf>

² Consortium de journalistes européens: www.themigrantsfiles.com

³ www.iom.int/news/new-study-concludes-europes-mediterranean-border-remains-worlds-deadliest

⁴ OCDE, Perspectives des migrations internationales, Editions OCDE, 2013